

## CHAPITRE V. — LA FRANCE ET L'ITALIE EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE.

L'opinion britannique. — La mission d'Henry de Jouvenel. — La politique française. — L'Italie limitrophe de la France et riveraine de la Méditerranée — L'Entente franco-anglaise et la Confédération italo-danubienne. — Les Ententes économiques. — Les Conclusions d'Etienne Fougère.

L'opinion et la politique britannique — qui semblent plus que jamais intéressées dans les Balkans et qui ne tiennent peut-être pas particulièrement à voir se réconcilier des Slaves de l'Europe orientale, constatent que l'Italie et la France paraissent assumer dans la région balkanique les rôles que la Russie et l'Autriche-Hongrie y ont joué dans les périodes précédentes.

La presse britannique souligne que si — sous ces influences rivales — les Etats de l'Europe sud-orientale venaient à se ranger en deux camps hostiles, attitude qui ne répondrait que trop bien à leurs querelles locales — il serait à craindre que la scission ne s'étendît à d'autres parties du continent et n'y causât un désastre comparable à celui de juillet 1914.

Le 22 décembre 1932, M. Henry de Jouvenel, sénateur, notre ambassadeur à Rome, chargé d'une mission dont le but est essentiellement d'améliorer les relations franco-italiennes et d'amener une réconciliation italo-yougoslave, a prononcé devant le comte Pignatti Moreno de Custoza, ambassadeur d'Italie à Paris, des paroles opportunes : « Les grands intérêts historiques », a-t-il dit, « représentés aujourd'hui en Italie par un gouvernement « fasciste, comme ils le sont en France par un gouvernement